



**RESEAU INTERNATIONAL DES ORGANISMES DE BASSIN
INTERNATIONAL NETWORK OF BASIN ORGANIZATIONS
RED INTERNACIONAL DE ORGANISMOS DE CUENCA**

COMPTE-RENDU DU COMITE DE PILOTAGE PARIS, 29 et 30 AVRIL 2002

PROGRAMME ASSOCIÉ RIOB-GWP « SOUTENIR LA CRÉATION ET LE DÉVELOPPEMENT DES ORGANISMES DE BASSIN »

Conformément aux termes de référence de la phase de démarrage (« inception phase ») du Programme Associé convenus en septembre 2001 entre le GWP et le Secrétariat du RIOB, la réunion du comité de pilotage du Programme Associé s'est tenue au Secrétariat du RIOB à Paris les 29 et 30 avril 2002. Y ont participé :

- M. Yvan CHERET, GWP-TEC, Président du Comité de Pilotage
- M. Tomasz WALCZYKIEWICZ, Président du RIOB
- Dr. Costica SOFRONIE, Directeur Général de Apele Romane et son adjointe Mme. Aurora VASIU (Secrétariat Technique du CEENBO)
- M. Pierre ROUSSEL, Président du Conseil d'Administration de l'Agence Rhône-Méditerranée-Corse
- M. Juan Manuel ARAGONES BELTRAN, Président de la Confédération Hydrographique du Jucar
- M. Mamadou SYLLA, GWP/WATAC (Mali)
- M. Eduardo MESTRE, Secrétaire Technique Permanent du RELOB
- MM. Daniel VALENSUELA et Jens FUGL, du GWP
- M. Jean-François DONZIER, Secrétaire Technique Permanent du RIOB, et son adjoint M. Denis FOURMEAU.

Par ailleurs, une représentante du Programme Hydrologique International de l'UNESCO, (initiative HELP), Mme. Camille TALAYSSAT, a assisté aux travaux du comité en tant qu'observatrice invitée.

La réunion du comité de pilotage, qui intervenait après le bureau de liaison du RIOB tenu à Séville fin février 2002, et avant l'Assemblée Générale de Québec du 28 au 30 mai 2002, avait pour notamment pour but de faire le point sur l'état d'avancement du Programme Associé, et d'affiner la sélection des projets qui seront définitivement validés au titre du programme associé par l'AG de Québec.

A cet effet, une lettre d'appel à projets avait été adressée en novembre 2001 par le Secrétariat Technique Permanent (STP) du RIOB à tous les réseaux régionaux du RIOB et aux TAC régionaux du GWP dans le monde, afin de susciter l'émergence de nouvelles initiatives concernant la gestion intégrée par bassins. Cet appel a suscité un intérêt massif puisque le dossier préparé par Secrétariat du RIOB ne comprenait pas moins de 46 projets ou initiatives, à des stades divers d'avancement. (cf. Annexe 1). A ces 46 projets sont venus s'ajouter 11 projets nouveaux pour l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud, remis en

séance par M. Eduardo Mestre au nom du RELOB qui venait de tenir son propre atelier de travail au Chili la semaine précédente.

Avant de démarrer l'examen de ces projets, le comité s'est ouvert par un rappel et un état d'avancement sur les réseaux régionaux du RIOB d'une part, et les différents objectifs (« outputs ») du programme associé d'autre part.

I – UN PROGRAMME S'APPUYANT SUR DES RESEAUX REGIONAUX MOBILISATEURS DE PROJETS CONCRETS

Concernant les réseaux régionaux, le RIOB a dès son origine opté pour la création de réseaux régionaux qui pourraient ainsi jouer un rôle d'impulseur de projets. Ce principe de « subsidiarité », inscrit dans les statuts du RIOB, est d'ailleurs conforme au mode de fonctionnement du GWP qui lui aussi s'appuie sur des comités techniques régionaux.

Le premier réseau régional ainsi créé fut le réseau latino-américain (RELOB) en 1998, qui compte aujourd'hui 142 membres et déjà un sous-réseau, uniquement pour le Brésil (le REBOB). En février 2002 s'est tenue à Sinaïa (Roumanie) la première assemblée générale du réseau des organismes de bassin d'Europe Centrales et Orientale (CEENBO). Le CEENBO compte aujourd'hui 26 membres dans 9 pays.

D'autres initiatives inspirées par la même logique se font jour : ainsi le représentant du GWP-WATAC a pu présenter en séance le projet de création du ROBAO, Réseau des Organismes de Bassin d'Afrique de l'Ouest, qui tiendra sa réunion constitutive à Dakar début juillet. A noter que la création du ROBAO avait été initiée par un atelier préparatoire tenu à Dakar du 13 au 15 mars 2002, et auquel le Secrétariat du RIOB avait participé au titre des missions prévues dans l'inception phase du Programme Associé.

De même, suite à l'atelier tenu à Kandy (Sri Lanka) en janvier 2002, là encore avec la participation active du STP du RIOB, un projet de création du SASNET-RBO (South Asia Network of RBOs) a été soumis au Comité de pilotage.

Enfin, une initiative est en préparation pour créer un réseau méditerranéen d'organismes de bassin (même si ce projet est rendu délicat par la disparité des situations entre les pays de l'Union Européenne, auxquels la directive cadre sur l'eau impose la mise en place d'une gestion par « districts hydrographiques », et ceux du Sud et de l'Est de la Méditerranée, où peu d'exemples d'organismes de bassin réellement opérationnels existent, sauf rares exceptions – Maroc, Algérie, éventuellement Turquie et Jordanie...).

Quoi qu'il en soit, cet engouement manifeste pour la gestion intégrée par bassin versants, et dont la création de réseaux régionaux d'organismes de bassin n'est que l'une des manifestations, prouve qu'en la matière la logique (technique, économique, socio-économique) finit par rejoindre les impératifs politiques, ce qui est très positif pour le RIOB. A cet égard, le programme associé préparé depuis 1997 dans le cadre d'un travail interactif avec le GWP est indéniablement une grande chance, non seulement pour promouvoir l'idée même de la gestion par bassins, mais aussi et surtout pour lui donner un contenu concret.

En effet, contrairement aux grandes conférences internationales (Johannesbourg 2002, Kyoto 2003) qui peinent souvent à traduire en actes les déclarations d'intention, même abondamment émaillées des « mots magiques » habituels (stakeholders, gender, integrated water resource management...), le Programme Associé permet, par le biais des réseaux régionaux, de mobiliser nos acteurs sur le terrain pour faire sortir des projets concrets qui seront soumis aux bailleurs de fonds. L'idée est en effet d'expliquer aux bailleurs qu'avant de se donner trop de mal à inventer des projets nouveaux, il conviendrait pour eux de s'intéresser en priorité à ceux proposés par les professionnels. Dans le même temps, il convient pour le RIOB et ses membres de se montrer réactifs aux évolutions de doctrine des mêmes bailleurs de fonds, et d'être en mesure de proposer rapidement des projets qui vont dans le sens de ces évolutions. Le récent document de l'Union Européenne (Water

Management in developing countries Policy and Priorities for EU Development Cooperation ») remis aux participants du comité de pilotage, est ainsi un exemple parmi d'autres des nouvelles opportunités qui s'ouvrent pour le RIOB.

II LES 4 OBJECTIFS DU PROGRAMME ASSOCIE : PREMIERS ENSEIGNEMENTS ET COMMENTAIRES

II-1 - JUMELAGES ENTRE ORGANISMES DE BASSIN

L'expérience prouve que, s'il est très facile de trouver des affinités entre organismes de bassin, de signer un memorandum of understanding voire un accord de coopération, et d'organiser quelques visites réciproques, il reste en revanche beaucoup plus difficile de faire travailler les personnels des partenaires sur des projets conjoints. C'est donc une excellente idée, très mobilisatrice, mais qui doit être limitée aux seuls cas où les deux partenaires ont réellement quelque chose à faire ensemble.

Le caractère récent de la plupart de ces jumelages déjà initiés dans le cadre du RIOB ne permet pas encore de connaître avec précision les raisons qui expliquent pourquoi certains jumelages fonctionnent mieux que d'autres.

II-2 - MOBILISATION DE L'EXPERTISE DES ORGANISMES DE BASSIN

Cette expertise doit permettre de mettre en œuvre des projets pilotes. Parmi les thèmes qui reviennent le plus souvent l'on citera notamment :

- la « gestion participative » (où l'on retrouve entre autres la notion de « stakeholders »)
- les systèmes intégrés de « monitoring » (« observatoires » en français). Ceci implique un travail préalable de standardisation et d'agrégation des données
- la planification. Il peut s'agir soit de planification à long terme (20 ans), d'où les notions de schéma directeur ou « masterplan », ou de planification opérationnelle (à 5 ans), où il s'agit alors de définir des programmes d'investissements prioritaires. Se pose en ce cas la question des
- moyens et méthodes de financement des programmes prioritaires. Les organismes de bassins doivent ils ou non avoir une indépendance financière ? Si oui, cela suppose la présence dans le bassin d'une « masse critique économique » (i.e. suffisamment d'industriels, d'habitants, d'agriculteurs susceptibles d'acquitter des redevances ou du moins de participer au financement du système...).

En dehors de ces quatre grands sujets transversaux que l'on retrouve partout, il peut exister des demandes plus spécifiques telles que la lutte contre l'érosion ou le contrôle des inondations.

II-3 - SYNTHÈSE DES CONNAISSANCES ET DES SAVOIRS FAIRE

Cet objectif du programme associé découle du constat simple qu'il existe différents types ou modèles d'organismes de bassin. Des constructeurs ou « aménageurs » (infrastructures pour la production d'électricité, l'irrigation, les transferts d'eau, la navigation...) comme la Tennessee Valley Authority ou les confédérations hydrographiques espagnoles, des organismes à vocation administrative et financière comme les agences de l'eau françaises, et enfin des organismes plus « spontanés » parfois assimilables à des ONG (ex : mobilisation d'usagers pour la protection d'une ressource).

Et bien sûr il peut y avoir interpénétration entre ces trois modèles. En toute hypothèse aucun d'entre eux n'est en tant que tel un modèle parfait à poursuivre mais il est bon de continuer à travailler sur ces différents concepts de manière un peu plus scientifique/méthodologique, y compris à des fins d'évaluation. La Toolbox du GWP constituera à

cet égard un outil précieux, qui n'exclut pas pour autant de monter aussi des formations ou du moins des sessions d'informations sur les différents types de gestion par bassin.

II-4 - SYSTÈMES DOCUMENTAIRES

Cette rubrique pourrait aussi s'intituler « mise en réseau de l'information disponible » (pour éviter qu'elle ne se perde). Une démonstration d'accès au SEMIDE et à AQUADOC-INTER a été faite aux participants lors du comité de pilotage. Ces projets qui visent à rassembler à la fois l'information écrite (documents) et l'information utilitaire (« qui fait quoi et où ») sont des projets ouverts, c'est-à-dire non concurrents de ce qui se passe par ailleurs sur Internet (ex : Globwinet, avec sa branche africaine Sawinet). En revanche le GWP pourrait jouer un rôle essentiel pour faire le lien entre ces différents projets tout en permettant à chacun de garder sa spécificité.

III EXAMEN ET CLASSIFICATION DES PROJETS

Au total, le Comité de Pilotage a étudié 61 documents, dont 57 correspondant à des initiatives ou projets susceptibles d'être « labellisés » au titre du Programme Associé. Tous ces documents sont listés en Annexe 1, selon leur provenance géographique. Il serait bien sûr fastidieux d'en faire ici une analyse détaillée, d'autant plus que ces projets seront à nouveau évoqués lors de la prochaine assemblée générale du RIOB à Québec. Le lecteur pourra aussi se reporter aux tableaux en annexe 2 et 3 qui présenteront ces projets selon d'autres grilles de classification (classement par thème et classement par source de financement éventuelle). Enfin, rappelons que certains de ces projets, en particulier de nombreux jumelages, sont déjà lancés (on les retrouvera donc sans surprise dans l'annexe 4 qui fait le point sur l'état d'avancement du programme associé au 01/04/2002), et n'ont donc été rappelés ici que pour mémoire, alors que d'autres ne sont encore qu'à l'état d'ébauche.

Nous nous contenterons donc de quelques commentaires généraux et rapides en suivant l'ordre géographique des projets tels que décrits dans l'annexe 1.

Projets Européens

Les projets 5, 6 et 7 sont des projets susceptibles d'être financés par l'Union Européenne. De manière générale, les projets européens sont plutôt aujourd'hui des projets de démonstration (LIFE) ou de formation professionnelle (LEONARDO). Si les projets LIFE sont essentiellement à vocation intra-communautaire, les projets LEONARDO permettent quant à eux d'inclure l'Europe de l'Est. Ces trois projets, qui s'inscrivent dans l'objectif 3 du programme associé, ne verront bien sûr le jour que si la Commission décide de les financer ; les offres définitives pour les projets Leonardo seront remises fin mai 2002, celles pour Life en novembre 2002.

Le projet 8 correspond à ce qu'on pourrait appeler un « appel d'offres inversé » : un bailleur de fonds (en l'occurrence les Pays-Bas) est à la recherche d'un projet intelligent et d'un partenaire pour monter un jumelage (ici entre la Commission du Rhin et un bassin africain à déterminer). Il s'agit là d'une initiative très encourageante, qui prouve si besoin était l'attractivité du programme associé et sa reconnaissance par les bailleurs. Elle devrait être mise en relation dès à présent avec les travaux du ROBAO en cours de constitution.

Europe de l'Est

Ont été ensuite étudiés 17 documents correspondant à des projets en Europe de l'Est. Les projets Polonais (9 à 15, ainsi que le projet 20) seront précisés et détaillés lors d'une réunion en Pologne le 13 mai. Il conviendrait à cette occasion de lancer une réflexion sur l'application et l'extension régionale des projets nationaux.

L'on trouve aussi dans les projets d'Europe de l'Est six jumelages (projets 16 à 19, 21 et 25), cités ici pour mémoire, bien que certains d'entre eux soient très récents. Ils sont intéressants néanmoins car tous différents, et permettent de mettre en évidence les sujets sur lesquels les partenaires souhaitent travailler. A noter qu'une partie du financement des jumelages est prévue au titre des financements déjà alloués par le gouvernement français (Ministère des Affaires Etrangères et Ministère de l'Environnement) aux titres des projets 10 et 22.

Méditerranée

Trois projets « Méditerranée » sont ensuite évoqués. Si le financement de la création du réseau MED-INBO bénéficie déjà d'un financement du GWP, un dossier d'appel d'offres MEDA « création et renforcement des organismes de bassin en Méditerranée » est en cours de finalisation, pour une remise des offres le 31 mai 2002. Un représentant du STP du RIOB se rendra en Egypte du 11 au 15 mai pour identifier des partenaires Egyptiens potentiels susceptibles de répondre avec le RIOB à cet appel d'offres. Rappelons à cet effet que les offres MEDA ne peuvent être soumises que par des organismes à but non lucratif, ce qui est justement le cas du RIOB. Rappelons aussi que le programme MEDA ne finance que 80% du budget demandé.

Le jumelage 27 est financé sur fonds propres des Agences impliquées, et le projet 28 bénéficie pour l'instant d'un financement du MAE français, auquel pourrait s'adjoindre un financement de la GTZ allemande. Toutefois la GTZ reste réservée sur l'avenir des agences algériennes, alors que la position française est au contraire que ces agences n'auront un avenir que si elles sont soutenues dans leur démarrage par des bailleurs de fonds. Grâce au soutien du GWP, le programme associé est par définition le lieu idéal pour trancher ce débat.

Afrique

L'émergence de projets africains a été unanimement saluée par les participants du comité de pilotage.

Tout d'abord ont été évoqués les projets 29 présentés par l'ABN (Autorité du Bassin du Niger). Si la mise en réseau des centres documentaires doit évidemment être reliée au projet SADIE-Eau (projet 32), les jumelages proposés (ABN/ OMVS et ABN/ Commission du Mékong) ont suscité un vif intérêt, car il s'agit du premier exemple de jumelages « Sud-Sud ». Les documents remis par l'ABN ne mentionnent toutefois pas la réaction de l'OMVS et de la commission du Mékong à cette proposition, ni même si ces deux organismes ont été informés. Quoi qu'il en soit il faut les aider à se rapprocher ; sachant qu'a priori aucun des organismes impliqués n'a les moyens de cette coopération, il faudra donc impliquer les donateurs. Ceci suppose donc un vrai accord de jumelage identifiant deux ou trois problématiques concrètes sur lesquelles pourront se concentrer les actions à venir. En particulier, il faudrait profiter de la prochaine réunion constitutive du ROBAO de juillet à Dakar pour faire préciser ces projets par les organismes qui les ont présentés. (voir projet 33)

Le projet 30 a été écarté car émanant d'un bureau d'études privé (alors que les partenaires recherchés par le programme associé sont a priori des organismes à but non lucratif). Toutefois, rien ne leur interdit de s'associer à un partenaire public pour porter ce projet.

Le projet 31 présenté par l'IWMI ressort évidemment de l'output n°3. Le problème est que cette initiative de monter des cours sur la gestion par bassin ne vient pas des organismes de bassin eux-mêmes, alors que la logique voudrait que l'expertise mobilisée soit la plus concrète possible pour permettre un vrai transfert d'un savoir-faire pratique. D'autre part, et quelles que soient par ailleurs les compétences reconnues de l'IWMI, ce projet porte en germe le risque de recréer la vieille partition entre l'Afrique francophone d'une part et l'Afrique anglophone d'autre part. Il a donc été unanimement convenu que l'IWMI soit invité à participer à l'atelier de création du ROBAO de juillet 2002.

En revanche le projet 32 (SADIE-Eau) n'est pas une énième tentative de réinventer la roue, puisqu'il bénéficie de l'expérience et de l'acquis des projets AQUADOC Inter et SEMIDE. En clair, les coûts de conception, de développement et de mise au point ayant déjà été amortis sur Aquadoc et Semide, il est désormais possible de mettre en œuvre SADIE-Eau à moindre coût, et donc d'en faire à terme le futur réseau d'information du ROBAO.

Comme on le voit, tous ces projets africains peuvent et doivent être reliés d'une manière ou d'une autre à la toute prochaine création du ROBAO, Réseau des Organismes de Bassin d'Afrique de l'Ouest (projet 33). Si l'on ne peut que se féliciter de cette initiative africaine, il ne faut pas se cacher les difficultés d'une telle entreprise. En effet, l'expérience acquise depuis quelques années par le RIOB et le RELOB montre la difficulté de rassembler les ressources financières nécessaires au fonctionnement d'un tel réseau. Il est en effet illusoire de compter sur les cotisations des membres pour financer un réseau régional. Ainsi, rappelons que le Secrétariat du RIOB lui-même ne peut fonctionner que parce qu'il est financé à 80% par le gouvernement français ! En conséquence, il est clair qu'un réseau ne peut fonctionner que si les membres financent leurs propres activités (sur fonds propres ou en faisant appel à des bailleurs de fonds). Sans aucun doute, l'appui donné par le GWP, et notamment la visibilité qu'il apporte au RIOB via le Programme Associé, est un atout déterminant pour faciliter la création des réseaux régionaux.

Asie

De même que pour l'Afrique de l'Ouest, la création d'un réseau d'Asie du Sud des organismes de bassin (SASNET-RBO, projet 34) montre la validité et l'attractivité du concept. Le projet SASNET-RBO s'est monté selon une approche assez similaire à celle adoptée par le ROBAO, notamment via l'organisation en janvier 2002 d'un atelier préparatoire auquel là aussi le STP du RIOB avait apporté sa contribution. Mais il est aussi allé plus loin sur le plan conceptuel en soumettant dès à présent une demande de financement au gouvernement hollandais, accompagnée d'un budget prévisionnel de fonctionnement du réseau pour les 3 premières années et demi, évalué à 680000\$ (dont 375000 seraient demandés aux Pays-Bas). Cette estimation a été jugée très réaliste par le comité de pilotage, car très représentative des coûts réels de fonctionnement d'un secrétariat. Elle pourrait donc utilement inspirer le ROBAO lors de son atelier de création de juillet 2002.

Les projets 35 et 36 nécessitent d'être précisés et ne peuvent être retenus en l'état.

Amérique Latine (projets 37 à 56)

Le RELOB a préparé ce comité de pilotage d'une part lors de la réunion de Panama en octobre 2001 (correspondant au lancement de l'inception phase du Programme Associé, et donc au lancement des appels à projets), puis tout récemment lors de son atelier de Santiago du Chili fin avril 2002. Ces deux réunions ont pleinement permis au RELOB de jouer son rôle non seulement d'impulseur, mais aussi de filtre de projets. Ainsi les 11 projets amenés en séance par M. Mestre n'étaient que ceux qui avaient été au préalable dûment validés par le RELOB, et ne représentaient ainsi que la moitié des propositions parvenues au RELOB.

Après examen par le comité de pilotage, sont écartés les projets 40 et 43 (ce dernier étant, comme le projet 30, présenté par un bureau d'études privé)

Projets multi-pays et divers

Le projet 57 (AQUADOC Inter) a déjà été évoqué au chapitre II-4.

Le projet 58 (HELP : Hydrology for Environment, Life and Policy) a été présenté en séance par Mme. Talayssat, qui travaille pour le Programme Hydrologique International de l'UNESCO. A vocation clairement scientifique, ce programme pourrait très utilement associer des membres du RIOB ; il est donc essentiel que des bassins participant à HELP assistent à l'AG de Québec, et aussi qu'une présentation de HELP soit faite lors de l'AG de Québec pour attirer des membres du RIOB. (c'est en effet prévu).

Les mêmes remarques peuvent être faites quant au projet 59, projet de recherche présenté par la Banque Mondiale : tant qu'à faire des études sur la gestion par bassin, autant qu'elles se fassent chez et avec les membres du RIOB, ne serait-ce que dans un souci de capitalisation d'expérience. L'on peut toutefois rester sceptique sur la démarche proposée, très « universitaire », même s'il semble difficile pour le RIOB de ne pas s'y associer.

Comme les deux projets précédents, le projet de l'Académie de l'Eau de créer un guide méthodologique pour aider à la constitution de commissions inter-états sur les eaux partagées participe clairement de l'objectif 3.

A ce sujet, le STP du RIOB envisage de proposer lors de la prochaine AG la création un réseau d'organismes impliqués dans des projets de gestion de bassins transfrontaliers, idée qui pourrait ensuite être présentée lors du 3^{ème} Forum Mondial de l'Eau à Kyoto en mars 2003. L'objectif 2 du Programme associé pourrait aussi comprendre quelques projets pilotes de création de commissions de fleuves transfrontaliers (candidats possibles : Rio Paz (Guatemala-Salvador), Tisza (Hongrie-Roumanie), Irtysh (Chine-Kazakhstan-Russie)...)

IV CONCLUSION (PROVISOIRE ?)

A l'issue de cet examen, les premières conclusions que l'on peut tirer sont les suivantes :

- Tout d'abord l'inception phase a permis de favoriser l'émergence de deux réseaux régionaux (Afrique de l'Ouest et Asie du Sud) en cours de création. Un réseau méditerranéen est également à l'étude.

Ensuite, les projets générés jusqu'alors peuvent être regroupés sous 4 grandes rubriques :

- de nombreux jumelages, soit déjà lancés, soit à engager sous réserve de vérifier leur faisabilité (ex : ABN/ Mékong River Commission). L'un des rôles du STP pendant l'AG du RIOB sera justement de jouer « l'agence matrimoniale »
- des projets pilotes (montage de comités de bassin, planification, financement, monitoring...)
- quelques projets qui relèvent de la formation ou du transfert de connaissances et de compétences (LIFE, LEONARDO, projet IWMI...), y compris tous les projets en Europe de l'Est liés au transfert de la Directive- cadre.
- des projets qui relèvent de systèmes d'information. Il est bien rappelé que ces projets ne sont pas exclusifs les uns des autres, mais qu'ils doivent simplement être mis en cohérence dans un esprit d'enrichissement mutuel.

Pour un premier démarrage, ce bilan est plus qu'encourageant ; même s'il convient toutefois d'insister encore et toujours sur la mise en place d'outils concrets.

Au niveau géographique, l'on ne peut que se réjouir de voir désormais remonter des projets de régions extérieures à l'Amérique Latine et l'Europe de l'Est, même si la prépondérance de ces deux zones d'implantation « historique » du RIOB reste encore loin d'être contestée.

L'on aurait pu craindre que la démarche adoptée par le Programme Associé ne porte en germe le risque de générer de nombreuses attentes que le Programme ne pourrait lui-même satisfaire. Toutefois, le nombre de projets déjà financés ou du moins faisant l'objet d'engagements précis de la part de bailleurs de fonds prouve que la philosophie du programme associé est maintenant dans l'ensemble comprise, admise et adoptée. En effet les Programmes Associés du GWP n'ont pas la « magie » d'apporter des financements automatiques : tout au plus permettent-ils de crédibiliser des projets concrets qui s'élaborent sur le terrain en s'inscrivant dans les cadres qu'ils préconisent. Il appartient alors aux organismes membres, au sein du RIOB lui-même, comme des Réseaux Régionaux existants (RELOB et CEENBO) ou en cours de création (Afrique, Asie, Méditerranée) de se mobiliser pour élaborer et promouvoir, ensemble, les projets qui permettront sa réalisation. L'inscription d'un projet au Programme Associé après examen par le Comité de pilotage RIOB/GWP lui donnera un « Label de qualité » qui facilitera les démarches de ses promoteurs auprès des bailleurs de fonds.

Il reste toutefois exact que le programme associé a été particulièrement efficace pour permettre la mise au point de nombreux accords de jumelages, et que la question du financement des actions prévues au titre de ces jumelages se pose dès à présent.

Ces résultats très positifs devraient constituer la base d'une nouvelle coopération entre le GWP et le RIOB, qui pourrait faire l'objet d'un Memorandum of Understanding après l'AG de Québec. Le rôle du GWP pour relier le Programme associé aux autres initiatives sous son égide, et leur permettre ainsi de s'enrichir de leurs complémentarités, sera à tous égards fondamental.

Comité de pilotage 29 et 30 avril 2002

Liste des documents et projets étudiés

A/ Documents d'information générale:

- 1/ Terms of reference for Inception Phase of INBO-AP
- 2/ Lettre d'appels à projets envoyée en novembre 2001 par le Secrétariat du RIOB
- 3/ Etat d'avancement du programme associé au 15/02/2002
- 4/ European Commission Paper: "Water Management in Developing Countries Policy and Priorities for EU Development Cooperation" (February 2002), draft resolution (April 2002), and EU Global Water Initiative

B/ Documents de projets, classés par grandes régions:

Union Européenne

- 5/ INBO-VC: Communauté Virtuelle des Organismes de Bassin (projet LIFE-Environnement)
- 6/ INBO-VCA: Communauté Virtuelle d'Apprentissage Collaboratif des Professionnels de l'Eau (projet LEONARDO)
- 7/ Formation professionnelle à la gestion intégrée de l'eau dans les bassins versants d'Europe (autre projet LEONARDO présenté par l'ENGREF)
- 8/ Jumelage Commission du Rhin / un bassin Africain (projet UNEP/ Ministère Hollandais des TP)

Europe Centrale

- 9/ Application de la Directive Cadre sur l'Eau en Europe Centrale
- 10/ POLOGNE: Soutien à la Gestion Décentralisée et Participative des Ressources en Eau (projet COCOP)
- 11/ POLOGNE: Creation of website for consultation of river basin planning in relation with WFD 2000/60/EU (NB: sub-part of AQUADOC-Inter)
- 12/ POLOGNE: Definition of good ecological status in coastal and internal waters of Baltic Sea
- 13/ POLOGNE: Water management plan in the Nysa Klodzka River Basin
- 14/ POLOGNE: Organization and financing of water management in Wierzyca River Basin
- 15/ POLOGNE: Monitoring and assesment system of river basins in the area of RZGW-Szczecin
- 16/ POLOGNE: Jumelage Agence de l'Eau Rhin-Meuse / RZGW Szczecin
- 17/ POLOGNE: Jumelage Office International de l'Eau (Paris)/ Office de la Gestion de l'Eau (Varsovie)
- 18/ POLOGNE: Jumelage Agence de l'Eau Seine-Normandie / RZGW Gliwice
- 19/ POLOGNE: Jumelage Agence de l'Eau Adour-Garonne / Moyenne Vistule
- 20/ POLOGNE/ BIELORUSSIE/ UKRAINE: Gestion des eaux internationales de la Vistule et de son affluent le Bug occidental (projet FFEM)
- 21/ ROUMANIE: Jumelage Agence de l'Eau Loire-Bretagne / APELE ROMANE
- 22/ ROUMANIE: Renforcement des compétences pour la gestion de l'eau en Roumanie (projet COCOP + MATE)
- 23/ ROUMANIE / HONGRIE: Transboundary river basin management in Tisza basin
- 24/ HONGRIE: New Vasarhelyi Plan (Tisza region)
- 25/ HONGRIE: Jumelage Agence de l'Eau Seine-Normandie / Office National des Eaux (VIZUGY)

Méditerranée / Afrique du Nord

- 26/ MED-INBO: a) création du réseau avec soutien du GWP
b) dossier d'appel d'offres MEDA "création et renforcement des organismes de bassin en Méditerranée"
- 27/ MAROC: Jumelage Agence de l'Eau Adour-Garonne / Agence de l'Oum Er Rbia

28/ ALGERIE: Appui aux agences de bassin hydrographiques (projet FSP)

Afrique

29/ Autorité du Bassin du Niger (ABN): 4 projets

- a) jumelage ABN / OMVS (Senegal)
- a) jumelage ABN / Mekong River Commission
- a) harmonisation des politiques et législations environnementales du bassin du Niger
- a) mise en réseau des centres documentaires de l'ABN

30/ Africa Infrastructures Foundation (NIGERIA): Equitable and Effective Transboundary Surface Water Resources Governance in West Africa

31/ IWMI (Africa Regional Office, SOUTH AFRICA): Capacity Building for Basin Organizations

32/ SADIE-Eau: Système africain de diffusion de l'information sur l'eau

33/ ROBAO: Réseau des Organismes de Bassin d'Afrique de l'Ouest

Asie

34/ SASNET-RBO: South Asia Network of Basin Organizations

35/ Regional Water Partnership Central Asia (Aral Sea Basin)

36/ PHILIPPINES: Davao River Conservation

Amérique Latine

37/ MEXIQUE: Centros de Informacion y Consulta sobre el Agua (CICA)

38/ MEXIQUE: Accord de coopération entre l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et la Comision Nacional del Agua (jumelage Seine-Normandie –Cuenca del Valle de Mexico)

39/ GUATEMALA/ SALVADOR: Gestion durable de l'eau dans le bassin transfrontalier du Rio Paz (projet FFEM)

40/ BRESIL: Mise en place agences de bassin Rios Macae/ Macabu/ Lagoa Feia

41/ BRESIL: Gestion participative des ressources en eau du bassin du fleuve Jiquirica

42/ BRESIL: Accord de coopération Office International de l'Eau / Agencia Nacional de Aguas

43/ PARAGUAY: Aménagement territorial de microbassins

44/ BRESIL/ BOLIVIE/ PARAGUAY/ URUGUAY: bassins transfrontaliers Alto Paraguay, Rio Apa et Rio Quarai

45/ BRESIL: Jumelage Confédération Hydrographique du Jucar/ Consorcio Intermunicipal Rios Piracicaba et Capivari.

Autres projets Amérique Latine remis en séance par M. Eduardo Mestre (RELOB)

Création et renforcement des Organismes de Bassin des rivières:

46/ Belize (BELIZE)

47/ Usumacinta (MEXIQUE / GUATEMALA)

48/ Ilopango (SALVADOR)

49/ Reventazon (COSTA RICA)

50/ Tarcoles (COSTARICA)

51/ Esteli (NICARAGUA)

52/ Lerma-Chapala (Etat de Guanajuato, MEXIQUE)

53/ Paute (CHILI)

54/ Elqui (CHILI)

55/ Mendoza (ARGENTINE)

56/ Piracicaba et Capivari (BRESIL)

Multi-Pays et divers:

57/ AQUADOC-INTER

58/ HELP Pilot Phase Drainage Basins

59/ WORLD BANK Research Project: "IRBM and the Principle of Managing Water Resources at the Lowest Appropriate Level"

60/ Académie de l'Eau: "Guide stratégique pour aider à la constitution de commissions internationales inter-états sur les eaux partagées"

61/ FRANCE: Colloque International "Gestion Intégrée des Hauts Bassins Versants"
Mégève, 5 et 6 Septembre 2002

Comité de pilotage 29 et 30 avril 2002

A/ Réseaux régionaux:

- 26/ MED-INBO: a) création du réseau avec soutien du GWP
b) dossier d'appel d'offres MEDA "création et renforcement des organismes de bassin en Méditerranée"
33/ ROBAO: Réseau des Organismes de Bassin d'Afrique de l'Ouest
34/ SASNET-RBO: South Asia Network of Basin Organizations

B/ Jumelages:

- 8/ Jumelage Commission du Rhin / un bassin Africain (projet UNEP/ Ministère Hollandais des TP)
16/ POLOGNE: Jumelage Agence de l'Eau Rhin-Meuse / RZGW Szczecin
17/ POLOGNE: Jumelage Office International de l'Eau (Paris)/ Office de la Gestion de l'Eau (Varsovie)
18/ POLOGNE: Jumelage Agence de l'Eau Seine-Normandie / RZGW Gliwice
19/ POLOGNE: Jumelage Agence de l'Eau Adour-Garonne / Moyenne Vistule
21/ ROUMANIE: Jumelage Agence de l'Eau Loire-Bretagne / APELE ROMANE
25/ HONGRIE: Jumelage Agence de l'Eau Seine-Normandie / VIZUGY
27/ MAROC: Jumelage Agence de l'Eau Adour-Garonne / Agence de l'Oum Er Rbia
29/ Autorité du Bassin du Niger (ABN): 2 projets
- jumelage ABN / OMVS (Senegal)
- jumelage ABN / Mekong River Commission
38/ MEXIQUE: Accord de coopération entre l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et la Comision Nacional del Agua (jumelage Seine-Normandie –Cuenca del Valle de Mexico)
42/ BRESIL: Accord de coopération Office International de l'Eau / Agencia Nacional de Aguas
45/ BRESIL: Jumelage Confédération Hydrographique du Jucar/ Consorcio Intermunicipal Rios Piracicaba et Capivari.

C/ Formation, transfert de compétences et de connaissances:

- 5/ INBO-VC: Communauté Virtuelle des Organismes de Bassin (projet LIFE-Environnement)
6/ INBO-VCA: Communauté Virtuelle d'Apprentissage Collaboratif des Professionnels de l'Eau (projet LEONARDO)
7/ Formation professionnelle à la gestion intégrée de l'eau dans les bassins versants d'Europe (autre projet LEONARDO présenté par l'ENGREF)
9/ Application de la Directive Cadre sur l'Eau en Europe Centrale
10/ POLOGNE: Soutien à la gestion décentralisée et participative des ressources en eau (projet COCOP)
11/ POLOGNE: Creation of website for consultation of river basin planning in relation with WFD 2000/60/EU (NB: sub-part of AQUADOC-Inter)
22/ ROUMANIE: Renforcement des compétences pour la gestion de l'eau en Roumanie (projet COCOP + MATE)
28/ ALGERIE: Appui aux agences de bassin hydrographiques (projet FSP)
29/ Autorité du Bassin du Niger (ABN): 2 projets: mise en réseau des centres documentaires de l'ABN, et harmonisation des politiques et législations environnementales du bassin du Niger
31/ IWMI (Africa Regional Office, SOUTH AFRICA): Capacity Building for Basin Organizations
32/ SADIE-Eau: Système africain de diffusion de l'information sur l'eau
37/ MEXIQUE: Centros de Informacion y Consulta sobre el Agua (CICA)
57/ AQUADOC-INTER
58/ HELP Pilot Phase Drainage Basins

- 59/ WORLD BANK Research Project: "IRBM and the Principle of Managing Water Resources at the Lowest Appropriate Level"
- 60/ Académie de l'Eau: "Guide stratégique pour aider à la constitution de commissions internationales inter-états sur les eaux partagées"
- 61/ FRANCE: Colloque International "Gestion Intégrée des Hauts Bassins Versants"
Mégève, 5 et 6 Septembre 2002

D/ Projets pilotes:

- 12/ POLOGNE: Definition of good ecological status in coastal and internal waters of Baltic Sea
- 13/ POLOGNE: Water management plan in the Nysa Klodzka River Basin
- 14/ POLOGNE: Organization and financing of water management in Wierzyca River Basin
- 15/ POLOGNE: Monitoring and assesment system of river basins in the area of RZGW-Szczecin
- 20/ POLOGNE/ BIELORUSSIE/ UKRAINE: Gestion des eaux internationales de la Vistule et de son affluent le Bug occidental (projet FFEM)
- 23/ ROUMANIE / HONGRIE: Transboundary river basin management in Tisza basin
- 24/ HONGRIE: New Vasarhelyi Plan (Tisza region)
- 39/ GUATEMALA/ SALVADOR: Gestion durable de l'eau dans le bassin transfrontalier du Rio Paz (projet FFEM)
- 41/ BRESIL: Gestion participative des ressources en eau du bassin du fleuve Jiquirica
- 44/ BRESIL/ BOLIVIE/ PARAGUAY/ URUGUAY: bassins transfrontaliers Alto Paraguay, Rio Apa et Rio Quarai

Projets sélectionnés par le RELOB: Création et renforcement des organismes de bassin des rivières:

- 46/ Belize (BELIZE)
- 47/ Usumacinta (MEXIQUE / GUATEMALA)
- 48/ Ilopango (SALVADOR)
- 49/ Reventazon (COSTA RICA)
- 50/ Tarcoles (COSTARICA)
- 51/ Esteli (NICARAGUA)
- 52/ Lerma-Chapala (Etat de Guanajuato, MEXIQUE)
- 53/ Paute (CHILI)
- 54/ Elqui (CHILI)
- 55/ Mendoza (ARGENTINE)
- 56/ Piracicaba et Capivari (BRESIL)

Comité de pilotage 29 et 30 avril 2002

A/ FINANCEMENT ACQUIS (NB: en sus des fonds propres des partenaires locaux):

- 9/ Application de la Directive Cadre sur l'Eau en Europe Centrale (bailleur **France**)
- 10/ POLOGNE: Soutien à la gestion décentralisée et participative des ressources en eau (bailleur **France**)
- 22/ ROUMANIE: Renforcement des compétences pour la gestion de l'eau en Roumanie (**France**)
- 26/ MED-INBO: a) création du réseau avec soutien du **GWP**
- 28/ ALGERIE: Appui aux agences de bassin hydrographiques (bailleurs **France + GTZ (?)**)
- 32/ SADIE-Eau: Système africain de diffusion de l'information sur l'eau (**FRANCE**)
- 37/ MEXIQUE: Centros de Informacion y Consulta sobre el Agua (**FRANCE**)
- 57/ AQUADOC-INTER (**France, Union Européenne**)
- 58/ HELP Pilot Phase Drainage Basins (**UNESCO**)
- 59/ **WORLD BANK** Research Project: "IRBM and the Principle of Managing Water Resources at the Lowest Appropriate Level"
- 60/ Académie de l'Eau: "Guide stratégique pour aider à la constitution de commissions internationales inter-états sur les eaux partagées" (**France, Union Européenne**)
- 61/ **FRANCE**: Colloque International "Gestion Intégrée des Hauts Bassins Versants" Mégève, 5 et 6 Septembre 2002

B/ DEMANDE DE FINANCEMENT DEPOSEE OU ALLANT ETRE DEPOSEE (BAILLEUR POTENTIEL IDENTIFIE)

- 5/ INBO-VC: Communauté Virtuelle des Organismes de Bassin (projet **LIFE-Environnement**)
- 6/ INBO-VCA: Communauté Virtuelle d'Apprentissage Collaboratif des Professionnels de l'Eau (projet **LEONARDO**)
- 7/ Formation professionnelle à la gestion intégrée de l'eau dans les bassins versants d'Europe (autre projet **LEONARDO** présenté par l'ENGREF)
- 8/ Jumelage Commission du Rhin / un bassin Africain (projet **UNEP/ Ministère Hollandais des TP**)
- 20/ POLOGNE/ BIELORUSSIE/ UKRAINE: Gestion des eaux internationales de la Vistule et de son affluent le Bug occidental (projet **FFEM**)
- 26/ MED INBO b) dossier d'appel d'offres **MEDA** "création et renforcement des organismes de bassin en Méditerranée"
- 34/ SASNET-RBO: South Asia Network of Basin Organizations (bailleur **PAYS-BAS**)
- 39/ GUATEMALA/ SALVADOR: Gestion durable de l'eau dans le bassin transfrontalier du Rio Paz (bailleur **FFEM**)

C/ PROJETS FINANCES EN PRINCIPE SUR FONDS PROPRES DES PARTENAIRES

- 16/ POLOGNE: Jumelage Agence de l'Eau Rhin-Meuse / RZGW Szczecin
- 17/ POLOGNE: Jumelage Office International de l'Eau (Paris)/ Office de la Gestion de l'Eau (Varsovie)
- 18/ POLOGNE: Jumelage Agence de l'Eau Seine-Normandie / RZGW Gliwice
- 19/ POLOGNE: Jumelage Agence de l'Eau Adour-Garonne / Moyenne Vistule
- 21/ ROUMANIE: Jumelage Agence de l'Eau Loire-Bretagne / APELE ROMANE
- 25/ HONGRIE: Jumelage Agence de l'Eau Seine-Normandie / VIZUGY
- 27/ MAROC: Jumelage Agence de l'Eau Adour-Garonne / Agence de l'Oum Er Rbia
- 29/ - jumelage Autorité du Bassin du Niger / OMVS (Senegal)
- jumelage Autorité du Bassin du Niger / Mekong River Commission
- 38/ MEXIQUE: Accord de coopération entre l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et la Comision Nacional del Agua (jumelage Seine-Normandie –Cuenca del Valle de Mexico)
- 42/ BRESIL: Accord de coopération Office International de l'Eau / Agencia Nacional de Aguas

45/ BRESIL: Jumelage Confédération Hydrographique du Jucar/ Consorcio Intermunicipal Rios Piracicaba et Capivari.

D/ PROJETS NON FINANCES A CE JOUR

11/ POLOGNE: Creation of website for consultation of river basin planning in relation with WFD 2000/60/EU (NB: sub-part of AQUADOC-Inter)

12/ POLOGNE: Definition of good ecological status in coastal and internal waters of Baltic Sea

13/ POLOGNE: Water management plan in the Nysa Klodzka River Basin

14/ POLOGNE: Organization and financing of water management in Wierzyca River Basin

15/ POLOGNE: Monitoring and assesment system of river basins in the area of RZGW-Szczecin

23/ ROUMANIE / HONGRIE: Transboundary river basin management in Tisza basin

24/ HONGRIE: New Vasarhelyi Plan (Tisza region)

29/ Autorité du Bassin du Niger (ABN): 2 projets:

- mise en réseau des centres documentaires de l'ABN,

- harmonisation des politiques et législations environnementales du bassin du Niger

31/ IWMI (Africa Regional Office, SOUTH AFRICA): Capacity Building for Basin Organizations

33/ ROBAO: Réseau des Organismes de Bassin d'Afrique de l'Ouest

41/ BRESIL: Gestion participative des ressources en eau du bassin du fleuve Jiquirica

44/ BRESIL/ BOLIVIE/ PARAGUAY/ URUGUAY: bassins transfrontaliers Alto Paraguay, Rio Apa et Rio Quarai

Projets sélectionnés par le RELOB: Création et renforcement des organismes de bassin des rivières:

46/ Belize (BELIZE)

47/ Usumacinta (MEXIQUE / GUATEMALA)

48/ Ilopango (SALVADOR)

49/ Reventazon (COSTA RICA)

50/ Tarcoles (COSTARICA)

51/ Esteli (NICARAGUA)

52/ Lerma-Chapala (Etat de Guanajuato, MEXIQUE)

53/ Paute (CHILI)

54/ Elqui (CHILI)

55/ Mendoza (ARGENTINE)

56/ Piracicaba et Capivari (BRESIL)

II 1 - JUMELAGES ENTRE ORGANISMES DE BASSIN

Depuis la création du RIOB, plusieurs jumelages « prototypes » ont été signés, notamment entre :

- les RZGW Polonaises et les Agences de l'Eau françaises (en particulier RZGW de Varsovie avec AE Adour Garonne),
- l'Agence de l'Eau Seine Normandie avec l'OVF Hongrois et APELE ROMANE (Roumanie), il en est de même avec des organismes homologues, Anglais, Bavarois ou Belges,
- l'Agence de l'Eau Adour Garonne avec l'Agence de l'Oum R'Bia au Maroc,
- l'Agence de l'Eau Loire Bretagne et le Comité de Bassin du Rio Docé au Brésil.

Lors du Forum Mondial de l'Eau de Mars 2000 à La Haye, le Gouvernement hollandais a pris une initiative pour lancer un programme ambitieux pour favoriser ce type d'initiatives : plusieurs organismes présents se sont déclarés candidats.

Lors de l'Assemblée Générale du RIOB de Zakopane un nouvel accord a été signé entre la Confédération Hydrographique espagnole du Jucar et le « Consortium Intermunicipal » du Rio Piraçaba au Brésil.

Depuis les contacts ont été poursuivis entre les Autorités hollandaises et le Secrétariat Technique Permanent pour envisager un soutien spécifique à cette action ① du Programme Associé. Le renforcement du STP par un fonctionnaire hollandais mis à disposition permettrait de donner une impulsion décisive aux jumelages.

Le 9 Août 2001 un nouvel accord de jumelage a été signé à Paris entre la RZGW de GLIWICE (Pologne) et l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (France).

Un accord a été également signé en Novembre 2001 entre l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne (France) et la Direction de Bassin Somes-Tiza d'APELE ROMANE (Roumanie).

L'accord de coopération Agence de l'Eau Seine-Normandie (France) et l'Office hongrois de l'Eau a été reconduit le 9 Janvier 2002.

D'autres jumelages viennent d'être signés tout récemment:

- entre l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et les nouveaux Comités de Bassin mexicains - (Hidalgo- Valle de Mexico ...) - une mission officielle du Conseil d'Administration de l'Agence Seine-Normandie, accompagnée par un représentant du STP-RIOB, s'est déroulée à Mexico du 4 au 8 Mars 2002
- entre le Bureau National des Eaux Polonais et l'OIEau (signature à Paris le 27 Février 2002).

Enfin, un nouveau jumelage a été conclu le 26 Février 2002 entre l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse (France) et la RZGW de Szczecin (Pologne).

II-2 - MOBILISATION DE L'EXPERTISE DES ORGANISMES DE BASSIN

Après des expériences antérieures en Indonésie, Brésil, Venezuela, Mexique, Pologne ou Turquie, plusieurs projets « prototypes » ont été lancés depuis l'Assemblée Générale de Zakopane impliquant des experts d'organismes membres du RIOB :

- Consortium Intermunicipal du Rio Jiquiriça au Brésil et réformes administratives dans plusieurs Etats brésiliens
- projet pilote de la « Sabarmati River » dans l'Etat du Gujarat en Inde
- projet d'aménagement intégré de l'Irtych entre la Russie et le Kazakhstan
- Initiatives sur les fleuves transfrontaliers d'Afrique Australe (Orange...)
- Mise en place des Agences de l'Eau Algériennes
- projet TACIS de réforme de la gestion de l'eau en Russie (projet VOLGA)
- « Jumelages » pré-adhésion pour l'application des directives communautaires dans les Pays d'Europe Centrale et Orientale candidats à l'Union Européenne, portant notamment sur l'application de la nouvelle Directive-Cadre communautaire.

Plusieurs autres projets de ce type sont en cours d'élaboration en 2002, dans le cadre de cet objectif du Programme Associé ; notamment :

- Initiative sur les bassins partagés d'Amérique Centrale, notamment bassin du Rio PAZ (Salvador / Guatemala)
- Création de systèmes intégrés de monitoring de la qualité des eaux :
 - du bassin de la Vistule entre la Pologne, la Slovaquie et l'Ukraine,
 - du bassin de la TIZA entre la Hongrie et la Roumanie
- Étude de faisabilité de centres régionaux d'information sur les bassins au Mexique (Hidalgo /Torreon)

Une proposition devrait pouvoir être formulée à l'initiative du RIOB entre les 5 pays méditerranéens de l'Union Européenne (Espagne, France, Grèce, Italie, Portugal) et les 12 autres pays signataires des accords de Barcelone, pour la création du Réseau Régional Méditerranéen du RIOB (MED-INBO) et des actions pilotes de gestion par bassin, dans le cadre de l'appel d'offres lancé par la Commission Européenne au titre de MEDA II, date de remise des offres : 31 Mai 2002.

II-3 - SYNTHÈSE DES CONNAISSANCES ET DES SAVOIRS FAIRE

Le RIOB et le RELOB ont été associés au questionnaire de la Banque Mondiale, visant à **établir une typologie des organismes de bassin et à analyser leurs facteurs de réussite.**

Il serait très intéressant de promouvoir, en s'appuyant principalement sur les TAC-GWP régionaux ou sur un conseil scientifique à créer au sein du RIOB, des études de ce genre par grandes régions du Monde, à l'instar des études déjà réalisées par le CEPAL en Amérique latine ou des études LIFE sur les pollutions diffuses dans différents pays de l'Union Européenne ou les contrôles des rejets industriels dans le bassin de la Meuse.

Les résultats pourraient alors être intégrés dans **des modules de formation**, tels que déjà préconisés par l'Assemblée Générale du RIOB de Valencia (Espagne Novembre 1997).

L'expérience de tels séminaires de formation acquise au Brésil pourrait connaître un développement rapide.

Déjà le RIOB s'est associé :

- à la 1^{ère} Assemblée Nationale des Comités de Bassin du Mexique, Octobre 2000 Mexico
- au Séminaire sur les relations entre les « têtes de bassin » et les « régions d'aval » qui s'est tenu, dans le cadre de l'initiative européenne INTER-REG II associant l'Espagne, la France et le Portugal, à Limoges (France) - le 24 Septembre 2001 et qui a débouché sur un guide trilingue de recommandations diffusé par la Commission Européenne.

Par contre, l'initiative de proposer au Programme Life 2001 de l'Union Européenne un Master « gestion par bassin » pour l'Europe Centrale et Orientale n'a pas abouti dans les délais.

Mais, d'ores et déjà, le RIOB a déposé, sur le programme européen 2002 Leonardo da Vinci, une proposition préalable pour une formation sur l'application de la directive-cadre européenne en Europe Centrale et Orientale.

Le RIOB **soutient aussi l'initiative du Secrétariat International de l'Eau de Montréal** pour développer des outils « **d'ingénierie sociale** » visant à faciliter la participation des usagers et des élus locaux, notamment dans les nouveaux Comités de bassin.

En outre le STP-RIOB est intervenu à titre d'expert pour la rédaction, sous l'égide des 23 Agences des Nations-Unies concernées par l'eau, d'un chapitre sur le partage de l'eau du «World Water Development Report », qui doit être discuté à Johannesburg en Août 2002.

II-4 - SYSTÈMES DOCUMENTAIRES

Le système « **AQUADOC-INTER** » est entré dans sa phase opérationnelle et fonctionne désormais en ligne entre la France, la Hongrie, la Pologne et la Roumanie et le prototype en République Tchèque sera installé au 2^{ème} trimestre 2002.

La Slovaquie et la Bulgarie se sont aussi montrées intéressées en Europe Centrale.

Un prototype en langues espagnole et portugaise est à l'essai pour couvrir l'Amérique Latine.

En Méditerranée, c'est le projet SEMIDE, soutenu conjointement par l'Espagne, la France, l'Italie et l'Union Européenne et qui concerne les 27 Pays signataires des accords de Barcelone, qui sera le correspondant d'Aquadoc-Inter pour relayer et diffuser les informations des membres du RIOB. Les Agences de l'Eau algériennes y jouent un rôle majeur. Le RIOB pourrait y animer une rubrique sur la gestion par bassin en appui à la création du MED-INBO.